

COMPENDIUM SOCIAL

DROIT DU TRAVAIL

2018-2019

contenant des annotations fiscales

Tome 1

Généralités, Règles du droit du travail, Promotion de l'emploi,
Formation du contrat de travail, Droits et obligations

Willy VAN EECKHOUTTE
Professeur extraordinaire à l'université de Gand
Avocat à la Cour de cassation

Vincent NEUPREZ
Avocat au barreau de Liège

Avec la collaboration de :

Ann TAGHON
Avocate au barreau de Gand

Frédéric KURZ
Avocat général près la Cour du travail de Liège

Michel DEPREZ
Avocat au barreau de Liège
Maître de conférences HEC-ULg (Tax Institute ULg)



Wolters Kluwer

Service clientèle et adresse de correspondance :

Motstraat 30
2800 Malines
Tél. : 015 78 76 00

www.wolterskluwer.be
client.BE@wolterskluwer.com

*Editeur responsable : Paul De Ridder, Zénobe Gramme (bâtiment G), Square des Conduites
d'Eau 9-10, 4031 Liège*

© 2018 Wolters Kluwer Belgium SA

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2018/2664/180

ISBN 978-94-03-00570-6

BP/CSDT-Y118001

TABLE DES MATIÈRES ANALYTIQUE

Une table des matières plus détaillée se trouve au début de chaque chapitre ou section.

Un index alphabétique figure à la fin de l'ouvrage.

GÉNÉRALITÉS

	p.
1 Principales abréviations et dénominations	XXI
2 Citation abrégée de la législation	XXVI
3 Codes	XXXI
4 Sources de conventions collectives de travail	XXXI
5 Recueils et chroniques de jurisprudence	XXXII
6 Bibliographie	XXXII
7 Revues et périodiques	XXXV
8 Chiffres et montants	XXXV

INTRODUCTION

Titre I.	Évolution historique du droit social	3
CHAP. I.	ÉVOLUTION DU DROIT DU TRAVAIL	4
SECT. I.	Origine du droit du travail	4
SECT. II.	Évolution du droit des relations collectives de travail	6
SECT. III.	Évolution de la réglementation du travail	10
SECT. IV.	Évolution de la réglementation des relations individuelles de travail	12
CHAP. II.	ÉVOLUTION DU DROIT PÉNAL SOCIAL	13
SECT. I.	Évolution du droit pénal social	13
SECT. II.	Évolution du droit de surveillance	14
Titre II.	Les sources du droit du travail	17
CHAP. I.	LES SOURCES INTERNATIONALES	18
SECT. I.	Les organisations internationales	18
SECT. II.	Les organisations européennes	25

TABLE DES MATIÈRES (TOME 1)

	p.
SECT. III. Conventions conclues en dehors des organisations internationales	65
CHAP. II. LES SOURCES NATIONALES	67
SECT. I. La législation	67
SECT. II. Les conventions collectives de travail	77
SECT. III. Autres sources	111
CHAP. III. HIÉRARCHIE DES SOURCES	113
SECT. I. Généralités	113
SECT. II. Hiérarchie des sources des obligations dans les relations de travail entre les employeurs et les travailleurs	114
Titre III. Les acteurs du droit social	117
CHAP. I. LES ORGANISATIONS REPRÉSENTATIVES DES TRAVAILLEURS	118
SECT. I. La liberté d'association professionnelle	118
SECT. II. Droit de négociation collective	123
SECT. III. Relation syndicat-affilié	123
SECT. IV. Le statut juridique des organisations syndicales	125
SECT. V. Représentativité des organisations syndicales	129
SECT. VI. Organisations	129
CHAP. II. LES ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS	134
SECT. I. Les organisations	134
SECT. II. Personnalité juridique	137
SECT. III. Représentativité	137
SECT. IV. Organisations internationales	138
CHAP. III. LES AUTORITÉS PUBLIQUES	139
SECT. I. Autorités fédérales	139
SECT. II. Autorités régionales	140
Titre IV. Organes de concertation du droit social	147
CHAP. I. ORGANES CONSTITUÉS AU NIVEAU FÉDÉRAL	148
SECT. I. Conseil national du Travail (CNT)	148
SECT. II. Les commissions et les sous-commissions paritaires	160

	p.
CHAP. II. ORGANES RÉGIONAUX	177
SECT. I. Conseil économique et social de Wallonie (C.E.S.W.)	177
SECT. II. Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale (C.E.S.R.B.)	179
SECT. III. Comité bruxellois de Concertation économique et sociale (CBCES)	181
SECT. IV. Conseil Économique et Social de la Communauté française	182
Titre V. Aspects fiscaux	185
CORPUS	
Titre I. Règles du droit du travail	191
CHAP. I. LE DROIT DU TRAVAIL ET SA STRUCTURE	192
SECT. I. Le droit du travail	192
SECT. II. Codification du droit du travail	193
SECT. III. Structure du droit du travail	195
CHAP. II. DROIT INTERNATIONAL APPLICABLE	196
SECT. I. Occupation à l'étranger	197
SECT. II. Détachement de travailleurs en Belgique	210
CHAP. III. DROIT NATIONAL APPLICABLE	219
SECT. I. Champ d'application personnel du droit belge du travail	219
SECT. II. Nature du droit du travail	230
SECT. III. Autonomie du droit du travail	234
CHAP. IV. EMPLOI DES LANGUES	236
SECT. I. Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la Région de Bruxelles-Capitale	238
SECT. II. Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans une commune à facilités linguistiques	241
SECT. III. Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la région de langue allemande	242
SECT. IV. Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la région de langue française	243
SECT. V. Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la région de langue néerlandaise	245

	p.
Titre II. Promotion de l'emploi	255
CHAP. I. MESURES DE PROMOTION DE L'EMPLOI	256
SECT. I. Promotion de l'emploi dans le secteur privé	260
SECT. II. Promotion de l'emploi dans le secteur public	377
SECT. III. Activation d'allocations de travail (Région wallonne)	400
CHAP. II. FORMATION ET APPRENTISSAGE	409
SECT. I. Formation professionnelle	410
SECT. II. Stage et première expérience professionnelle	437
SECT. III. Contrat d'apprentissage industriel	449
SECT. IV. Formation en alternance – Apprentissage classes moyennes	469
SECT. V. Conventions d'immersion professionnelle	487
SECT. VI. Insertion socioprofessionnelle	491
CHAP. III. INTÉGRATION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES HANDICAPÉES	514
SECT. I. Intégration professionnelle des personnes handicapées en Région wallonne	516
SECT. II. Intégration professionnelle des personnes handicapées dans la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxellois francophones)	537
CHAP. IV. RECRUTEMENT ET SÉLECTION	544
SECT. I. Égalité de traitement	544
SECT. II. Notification des emplois vacants	545
SECT. III. Placements	546
SECT. IV. Outplacement	562
SECT. V. Recrutement et sélection	586
SECT. VI. Examens médicaux lors du recrutement et de la sélection	593
CHAP. V. LE TRAVAIL INTÉRIMAIRE	596
SECT. I. Contrat de travail intérimaire	599
SECT. II. Relations entre l'entreprise de travail intérimaire et l'utilisateur	611
SECT. III. Relations entre l'intérimaire et l'utilisateur	613
SECT. IV. Réglementation de l'emploi d'intérimaires	615
SECT. V. Surveillance et sanctions	635
SECT. VI. Commission paritaire pour le travail intérimaire	637
SECT. VII. Bien-être au travail des travailleurs intérimaires	638
CHAP. VI. MISE À DISPOSITION DE TRAVAILLEURS	645
SECT. I. Interdiction de principe	646
SECT. II. Mise à disposition autorisée	652

	p.
SECT. III. Surveillance et sanctions	660
SECT. IV. Détachement	660
CHAP. VII. PROMOTION DE L'EMPLOI POUR CERTAINES CATÉ- GORIES DE TRAVAILLEURS	663
SECT. I. Marins de la marine marchande	663
SECT. II. Marins pêcheurs	665
SECT. III. Ouvriers portuaires	666
SECT. IV. Ouvriers diamantaires	668
CHAP. VIII. OCCUPATION DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	670
SECT. I. Généralités	671
SECT. II. Occupation de ressortissants de l'E.E.E.	672
SECT. III. Occupation de ressortissants non-E.E.E.	678
SECT. IV. Permis unique de séjour-travail ('Single Permit')	703
SECT. V. Déclaration préalable en cas de détachement de travailleurs salariés et indépendants étrangers	705
Titre III. Formation du contrat de travail	715
CHAP. I. LA NOTION DE CONTRAT DE TRAVAIL	716
SECT. I. Définition	716
SECT. II. Le contrat de travail et les autres contrats	717
CHAP. II. LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU CONTRAT DE TRAVAIL	724
SECT. I. Contrat	724
SECT. II. Travail	744
SECT. III. Rémunération	747
SECT. IV. Autorité	749
CHAP. III. FORME ET PREUVE	802
SECT. I. Formalités lors de la conclusion d'un contrat de travail	802
SECT. II. Preuve	806
CHAP. IV. LES DIFFÉRENTS TYPES DE CONTRATS DE TRAVAIL	811
SECT. I. En fonction de la nature du travail presté	811
SECT. II. En fonction de la durée du contrat	820
SECT. III. En fonction du volume de l'occupation	852

	p.
CHAP. V. LES CLAUSES PARTICULIÈRES DU CONTRAT DE TRAVAIL	873
SECT. I. Clause d'essai	873
SECT. II. Clause d'arbitrage	874
SECT. III. Clause de non-concurrence	874
SECT. IV. Clause d'écolage	875
SECT. V. Cautionnement	875
SECT. VI. Clauses interdites	875
SECT. VII. Clauses non prévues légalement	877
Titre IV. Droits et obligations des parties	879
CHAP. I. OBLIGATIONS DES PARTIES	881
SECT. I. Généralités	881
SECT. II. Obligations du travailleur	883
SECT. III. Obligations de l'employeur	911
CHAP. II. RESPONSABILITÉ DES PARTIES	961
SECT. I. Responsabilité du travailleur	961
SECT. II. Responsabilité de l'employeur	977
CHAP. III. EXERCICE DE L'AUTORITÉ	982
SECT. I. Modifications du contrat	982
SECT. II. Pouvoir disciplinaire	989
CHAP. IV. CRÉATIONS INTELLECTUELLES ET CONTRAT DE TRAVAIL	991
SECT. I. Généralités	992
SECT. II. Inventions	992
SECT. III. Œuvre littéraire ou artistique	994
SECT. IV. Programmes d'ordinateur	995
SECT. V. Bases de données, produits semi-conducteurs, dessins et modèles	996

	p.
Titre V. Protection du travail	997
CHAP. I. DURÉE DU TRAVAIL	999
SECT. I. Champ d'application	1000
SECT. II. Notion de durée du travail (temps de travail)	1008
SECT. III. Limites de la durée du travail	1017
SECT. IV. Travail supplémentaire	1029
SECT. V. Temps de repos	1052
SECT. VI. Pauses	1054
SECT. VII. Durée du travail des jeunes travailleurs	1055
SECT. VIII. Durée du travail pour les médecins, dentistes et vétérinaires	1057
CHAP. II. TRAVAIL DE NUIT	1061
SECT. I. Champ d'application	1061
SECT. II. Interdiction du travail de nuit	1062
SECT. III. Dérogations à l'interdiction du travail de nuit	1062
SECT. IV. Introduction d'un régime de travail comportant des prestations de nuit	1066
SECT. V. Jeunes travailleurs	1068
SECT. VI. Encadrement de certaines prestations de nuit	1070
SECT. VII. Limitation de la durée du travail de nuit	1079
SECT. VIII. Surveillance et sanctions	1081
CHAP. III. REPOS DU DIMANCHE	1082
SECT. I. Champ d'application	1082
SECT. II. Réglementation	1084
CHAP. IV. RESPECT DES HORAIRES	1097
CHAP. V. JOURS FÉRIÉS	1099
SECT. I. Champ d'application	1100
SECT. II. Jours fériés et jours de remplacement	1101
SECT. III. Interdiction d'occupation au travail pendant les jours fériés	1103
SECT. IV. Rémunération des jours fériés	1106
SECT. V. Surveillance et sanctions	1114
CHAP. VI. NOUVEAUX RÉGIMES DE TRAVAIL	1116
SECT. I. Historique	1117
SECT. II. Objectif	1117
SECT. III. Champ d'application	1118
SECT. IV. Autorisation de déroger à certaines dispositions légales	1119
SECT. V. Surveillance et sanctions	1126

TABLE DES MATIÈRES (TOME 2)

	p.
CHAP. VII. VACANCES ANNUELLES	1127
SECT. I. Champ d'application	1128
SECT. II. Principes généraux	1130
SECT. III. Durée des vacances	1133
SECT. IV. Pécule de vacances	1143
SECT. V. Fixation du moment des vacances et fractionnement	1175
SECT. VI. Jours de vacances supplémentaires	1180
SECT. VII. Surveillance et sanctions	1187
CHAP. VIII. LE COMPTE ÉPARGNE-CARRIÈRE	1189
CHAP. IX. DON DE CONGÉS CONVENTIONNELS	1192
CHAP. X. BIEN-ÊTRE DES TRAVAILLEURS	1195
SECT. I. Généralités	1196
SECT. II. Politique de bien-être	1203
SECT. III. Organes pour le bien-être lors de l'exécution du travail	1208
SECT. IV. Surveillance de la santé des travailleurs	1255
SECT. V. Mesures en cas d'accident du travail	1287
SECT. VI. Gestion du stress	1291
SECT. VII. Prévention des risques psychosociaux au travail	1294
SECT. VIII. Protection des travailleurs contre la fumée de tabac	1334
SECT. IX. Politique de prévention alcool et drogues dans l'entreprise	1337
SECT. X. Litiges, surveillance et sanctions	1343
CHAP. XI. PROMOTION DE L'ENVIRONNEMENT AU SEIN DES ENTREPRISES	1348
SECT. I. Généralités	1348
SECT. II. Coordinateur environnemental	1349
CHAP. XII. ÉGALITÉ DE TRAITEMENT	1350
SECT. I. Égalité de traitement et interdiction de discrimination en général	1351
SECT. II. Égalité de traitement entre hommes et femmes	1389
SECT. III. Égalité de races	1407
SECT. IV. Égalité de traitement des ressortissants de l'U.E.	1413
SECT. V. Égalité de traitement en matière d'emploi en Région wallonne	1414
SECT. VI. Égalité de traitement en matière d'emploi en Région de Bruxelles-Capitale	1426
CHAP. XIII. PROTECTION DES JEUNES ET DES FEMMES	1436
SECT. I. Interdiction de travailler	1437
SECT. II. Protection des jeunes au travail	1442

	p.
SECT. III. Protection des stagiaires	1448
SECT. IV. Protection de la maternité	1453
CHAP. XIV. TRAVAIL FRAUDULEUX	1472
SECT. I. Travail frauduleux dans le secteur de la construction	1472
SECT. II. Travail frauduleux à caractère commercial ou artisanal	1475
Titre VI. Rémunération, frais et participation financière	1479
CHAP. I. NOTION DE RÉMUNÉRATION ET DROIT À LA RÉMUNÉRATION	1481
SECT. I. Notion de rémunération	1481
SECT. II. Droit à la rémunération	1484
CHAP. II. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION	1498
SECT. I. Détermination de la rémunération	1498
SECT. II. Étendue de la rémunération	1500
SECT. III. Calcul de la rémunération	1546
CHAP. III. PROTECTION DE LA RÉMUNÉRATION	1549
SECT. I. Généralités	1550
SECT. II. Paiement de la rémunération	1565
SECT. III. Mesurage du travail	1584
SECT. IV. Retenues sur la rémunération	1584
SECT. V. Surveillance et sanctions	1589
CHAP. IV. SAISIE ET CESSION DE LA RÉMUNÉRATION	1591
SECT. I. Limitation des saisies et des cessions	1592
SECT. II. Procédure relative à la saisie de la rémunération	1599
SECT. III. Procédure relative à la cession de la rémunération	1600
SECT. IV. Concours	1607
CHAP. V. RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE POUR LE PAIEMENT DE LA RÉMUNÉRATION	1608
SECT. I. Régime général	1608
SECT. II. Régime particulier portant exclusivement sur la responsabilité solidaire du contractant direct en cas d'activités dans le domaine de la construction	1614
SECT. III. Régime particulier en cas d'occupation d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal	1619

	p.
CHAP. VI. PRIVILÈGE	1624
CHAP. VII. REMBOURSEMENT DES FRAIS	1627
CHAP. VIII. PARTICIPATION FINANCIÈRE DES TRAVAILLEURS ET AVANTAGES LIÉS AUX RÉSULTATS	1628
SECT. I. Participation des travailleurs au capital et prime bénéficiaire	1630
SECT. II. Avantages non récurrents liés aux résultats	1643
SECT. III. Rémunération des managers des entreprises cotées en Bourse	1657
SECT. IV. Politique de rémunération des établissements de crédit	1660
CHAP. IX. ASPECTS FISCAUX DE LA RÉMUNÉRATION DES TRAVAILLEURS	1663
SECT. I. Champ d'application personnel	1663
SECT. II. Aperçu des revenus imposables des travailleurs	1665
SECT. III. Rémunérations proprement dites et avantages de toute nature	1667
SECT. IV. Remboursement des dépenses propres à l'employeur	1672
SECT. V. Base imposable et taux d'imposition	1704
SECT. VI. Prêcompte professionnel	1707
Titre VII. Mobilité du travailleur	1725
CHAP. I. FRAIS DE TRANSPORT	1726
SECT. I. Champ d'application	1726
SECT. II. Transports en commun par train	1727
SECT. III. Transports en commun publics autres que le chemin de fer	1733
SECT. IV. Transports en commun publics combinés	1734
SECT. V. Transports en commun publics sur le territoire d'un autre État membre	1735
SECT. VI. Époque et modalités du remboursement	1736
SECT. VII. Aspects fiscaux	1736
SECT. VIII. Surveillance et sanctions	1737
CHAP. II. ALLOCATION DE MOBILITÉ	1738
CHAP. III. PLANS DE DÉPLACEMENTS D'ENTREPRISE	1746
SECT. I. Niveau fédéral	1746
SECT. II. Région de Bruxelles-Capitale	1749

	p.
Titre VIII. La formation du travailleur	1753
CHAP. I. LA CLAUSE D'APPRENTISSAGE OU D'ÉCOLAGE	1754
CHAP. II. CHÈQUES-FORMATION ET CRÉDITS-ADAPTATION EN RÉGION WALLONNE	1758
SECT. I. Généralités	1758
SECT. II. Chèques formation et crédits-adaptation	1758
CHAP. III. LA PROMOTION SOCIALE	1768
SECT. I. Bénéficiaires	1769
SECT. II. Enseignement et cours entrant en considération	1770
SECT. III. Indemnités de promotion sociale	1772
SECT. IV. Droit de s'absenter	1774
CHAP. IV. LE CONGÉ-ÉDUCATION	1775
SECT. I. Champ d'application	1776
SECT. II. Congé-éducation payé	1779
SECT. III. Financement	1787
SECT. IV. Prescription	1789
SECT. V. Surveillance et sanctions	1790
CHAP. V. OBJECTIF DE FORMATION INTERPROFESSIONNEL	1792
 Titre IX. Les travailleurs dans l'entreprise	 1799
CHAP. I. LE RÈGLEMENT DE TRAVAIL	1800
SECT. I. Champ d'application	1801
SECT. II. Obligation	1802
SECT. III. Force obligatoire du règlement de travail	1802
SECT. IV. Contenu	1803
SECT. V. Établissement et modification	1811
SECT. VI. Publicité	1820
SECT. VII. Surveillance et sanctions	1821
CHAP. II. LE CONSEIL D'ENTREPRISE	1822
SECT. I. Champ d'application	1823
SECT. II. Obligation d'instituer un conseil d'entreprise	1824
SECT. III. Missions	1834
SECT. IV. Composition	1862
SECT. V. Règles particulières en cas de transfert conventionnel d'en- treprise	1948

	p.
SECT. VI. Règles particulières en cas de transfert d'entreprise sous autorité de justice	1950
SECT. VII. Sort du conseil d'entreprise en cas de reprise de l'actif d'une entreprise en faillite	1951
SECT. VIII. Fonctionnement du conseil d'entreprise	1951
SECT. IX. Facilités à consentir aux représentants des travailleurs	1954
SECT. X. Litiges	1955
SECT. XI. Surveillance et sanctions	1959
 CHAP. III. LE COMITÉ D'ENTREPRISE EUROPÉEN	 1960
SECT. I. Portée de la C.C.T. n° 101	1961
SECT. II. Obligation d'instituer un comité d'entreprise européen ou une procédure d'information et de consultation	1963
SECT. III. Droit applicable	1964
SECT. IV. Définitions et champ d'application	1965
SECT. V. Détermination du nombre de travailleurs	1968
SECT. VI. Procédure d'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure de consultation des travailleurs	1968
SECT. VII. Modifications significatives dans la structure d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises de dimension communautaire	1975
SECT. VIII. Prescriptions subsidiaires	1975
SECT. IX. Dispositions diverses	1980
SECT. X. Informations confidentielles	1982
SECT. XI. Protection contre le licenciement	1982
SECT. XII. Conflits	1983
SECT. XIII. Surveillance et sanctions	1984
 CHAP. IV. RÔLE DES TRAVAILLEURS DANS LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE	 1985
 CHAP. V. RÔLE DES TRAVAILLEURS DANS LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE EUROPÉENNE	 1988
 CHAP. VI. PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS DANS LES SOCIÉTÉS ISSUES DE LA FUSION TRANSFRONTALIÈRE DE SOCIÉTÉS DE CAPITALS	 1990
 CHAP. VII. LE COMITÉ POUR LA PRÉVENTION ET LA PROTECTION AU TRAVAIL	 1993
SECT. I. Champ d'application	1994
SECT. II. Obligation d'instituer un C.P.P.T.	1994
SECT. III. Missions	1995
SECT. IV. Composition	1995

	p.
SECT. V. Protection contre le licenciement et le transfert	1996
SECT. VI. Règles particulières en cas de cession conventionnelle d'entreprise	1996
SECT. VII. Règles particulières en cas de transfert sous autorité de justice	1996
SECT. VIII. Sort du C.P.P.T. en cas de reprise de l'actif d'une entreprise en faillite	1997
SECT. IX. Fonctionnement du comité pour la prévention et la protection au travail	1997
SECT. X. Facilités à consentir aux représentants des travailleurs	1998
SECT. XI. Litiges	1998
SECT. XII. Surveillance et sanctions	1998
CHAP. VIII. LA DÉLÉGATION SYNDICALE	1999
SECT. I. Champ d'application	2000
SECT. II. Principes	2001
SECT. III. Notion de délégation syndicale	2004
SECT. IV. Institution et composition de la délégation syndicale	2004
SECT. V. Liste des C.C.T. conclues en application de la C.C.T. n° 5	2008
SECT. VI. Compétences de la délégation syndicale	2022
SECT. VII. Statut des membres de la délégation syndicale	2028
SECT. VIII. Facilités accordées à la délégation syndicale	2036
SECT. IX. Information et consultation du personnel par la délégation syndicale	2038
SECT. X. Recours aux délégués permanents	2039
SECT. XI. Litiges au sujet de la délégation syndicale	2039
SECT. XII. Surveillance et sanctions	2039
CHAP. IX. LES CONFLITS COLLECTIFS	2041
SECT. I. Notion de conflit collectif et droit à l'action collective	2041
SECT. II. Réglementation juridique de la grève et du lock-out	2045
SECT. III. Prévention et fin des conflits collectifs	2061
CHAP. X. TRAVAILLEURS OCCUPÉS DANS UNE ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ	2068
SECT. I. Réorganisation judiciaire	2068
SECT. II. Faillite	2072
Titre X. Suspension du contrat de travail	2077
CHAP. I. GÉNÉRALITÉS	2078
SECT. I. Notion de suspension et conséquences	2078
SECT. II. Aspects fiscaux	2080

	p.
CHAP. II. CAS DE SUSPENSION	2082
SECT. I. Suspension du contrat de travail pour force majeure	2083
SECT. II. Impossibilité d'entamer (à temps) ou de poursuivre le travail	2085
SECT. III. Vacances annuelles	2091
SECT. IV. Examens médicaux prénatals	2092
SECT. V. Repos de maternité et d'accouchement	2092
SECT. VI. Pauses d'allaitement	2094
SECT. VII. Temps pour siéger dans les juridictions du travail	2097
SECT. VIII. Absence pour cause de promotion sociale ou de congé-éducation payé	2098
SECT. IX. Congé politique	2098
SECT. X. Détention préventive	2105
SECT. XI. Petits chômages – Événements familiaux, obligations civiques, missions civiles et comparution en justice	2106
SECT. XII. Congé de paternité et congé d'adoption	2110
SECT. XIII. Congé pour accueil d'une personne placée	2115
SECT. XIV. Congé pour raisons impérieuses	2118
SECT. XV. Incapacité de travail par suite de maladie ou d'accident	2122
SECT. XVI. Accident technique	2162
SECT. XVII. Intempéries	2168
SECT. XVIII. Manque de travail – contrat de travail d'ouvrier	2172
SECT. XIX. Manque de travail – contrat de travail d'employé	2182
SECT. XX. Crédit-temps, diminution de carrière et emplois de fin de carrière	2192
SECT. XXI. Congé pour soins palliatifs	2237
SECT. XXII. Interruption de carrière pour assistance médicale	2244
SECT. XXIII. Congé parental	2251
SECT. XXIV. Grève et lock-out	2266
SECT. XXV. Suspension conventionnelle	2269
SECT. XXVI. Exceptio non adimpleti contractus	2270
SECT. XXVII. Suspension à titre de sanction disciplinaire	2271

	p.	
Titre XI	La fin du contrat de travail	2273
CHAP. I.	MODES GÉNÉRAUX DE RÉSILIATION DU CONTRAT DE TRAVAIL	2275
SECT. I.	Résiliation de commun accord	2275
SECT. II.	Résolution judiciaire	2278
SECT. III.	Condition résolutoire	2285
SECT. IV.	Terme résolutoire	2294
SECT. V.	Novation	2295
SECT. VI.	Annulation	2296
SECT. VII.	Force majeure	2297
CHAP. II.	MODES DE RÉSILIATION SPÉCIFIQUES AU DROIT DU TRAVAIL	2307
SECT. I.	Généralités	2308
SECT. II.	Expiration du terme	2336
SECT. III.	Achèvement du travail	2337
SECT. IV.	Congé moyennant préavis	2338
SECT. V.	Délais de préavis depuis la loi sur le statut unique	2368
SECT. VI.	Délais de préavis: régime transitoire pour les travailleurs dont le contrat a débuté avant le 1 ^{er} janvier 2014	2381
SECT. VII.	Calcul du délai de préavis en fonction de l'ancienneté acquise	2434
SECT. VIII.	Suspension de l'exécution du contrat de travail et délai de préavis	2442
SECT. IX.	Congé avant le début de l'exécution	2448
SECT. X.	Prolongation et réduction du délai de préavis	2448
SECT. XI.	Congé pour motif grave	2449
SECT. XII.	Décès	2574
SECT. XIII.	Modes particuliers de rupture régulière	2577
SECT. XIV.	Modes irréguliers de résiliation du contrat de travail	2580
CHAP. III.	INTERDICTIONS ET LIMITATIONS DU DROIT DE RÉ-SILIATION	2666
SECT. I.	Interdictions et limitations du droit de licencier en général	2667
SECT. II.	Interdictions et limitations légales du droit de résiliation	2672
SECT. III.	Interdictions et limitations conventionnelles du droit de résilier le contrat	2682
SECT. IV.	Aspects fiscaux et de sécurité sociale	2690
CHAP. IV.	MOTIVATION DU LICENCIEMENT ET LICENCIEMENT MANIFESTEMENT DÉRAISONNABLE	2691
SECT. I.	Raison d'être et champ d'application de la C.C.T. n° 109	2692
SECT. II.	Le droit de connaître les motifs du licenciement	2695
SECT. III.	Licenciement manifestement déraisonnable	2697

	p.	
CHAP. V.	RÉSILIATION DANS CERTAINES CIRCONSTANCES	2703
SECT. I.	Fermeture d'entreprise	2704
SECT. II.	Licenciement collectif	2735
SECT. III.	Cession d'entreprise	2766
SECT. IV.	Gestion active des restructurations	2816
SECT. V.	Intervention dans les frais d'outplacement des entreprises en restructuration	2831
CHAP. VI.	DOCUMENTS À ÉTABLIR LORS DE LA FIN DU CONTRAT DE TRAVAIL	2836
SECT. I.	Généralités	2836
SECT. II.	Quittance pour solde de compte	2839
CHAP. VII.	ASPECTS FISCAUX DE LA RÉSILIATION DU CONTRAT DE TRAVAIL	2842
SECT. I.	Revenus imposables	2842
SECT. II.	Base imposable et taux d'imposition	2846
SECT. III.	Précompte professionnel	2851
SECT. IV.	Cas particuliers	2853
Titre XII.	Catégories particulières de travailleurs	2855
CHAP. I.	REPRÉSENTANTS DE COMMERCE	2856
SECT. I.	Notion de représentant de commerce	2857
SECT. II.	Statut juridique du représentant de commerce	2872
SECT. III.	Rémunération du représentant de commerce	2872
SECT. IV.	Indemnité d'éviction	2878
SECT. V.	Clause de non concurrence pour les représentants de commerce	2892
SECT. VI.	Clause de ducroire	2897
CHAP. II.	ÉTUDIANTS	2899
SECT. I.	Notion d'étudiant	2899
SECT. II.	Capacité	2901
SECT. III.	Contrat de travail	2901
SECT. IV.	Formalités	2902
SECT. V.	Période d'essai	2904
SECT. VI.	Fin du contrat	2904
SECT. VII.	Sécurité sociale et fiscalité	2905

	p.
CHAP. III. TRAVAILLEURS À DOMICILE	2908
SECT. I. Notion de travailleur à domicile	2908
SECT. II. Législation applicable	2909
SECT. III. Obligations de l'employeur	2910
SECT. IV. Formalités	2910
SECT. V. Suspension du contrat	2913
SECT. VI. Congé pour chercher un nouvel emploi	2914
SECT. VII. Priorité pour un autre emploi	2914
CHAP. IV. TÉLÉTRAVAILLEURS	2915
SECT. I. Télétravail régulier	2915
SECT. II. Télétravail occasionnel	2924
CHAP. V. MARINS	2927
SECT. I. Marine marchande	2927
SECT. II. Pêche en mer	2929
CHAP. VI. SPORTIFS RÉMUNÉRÉS	2930
SECT. I. Champ d'application	2931
SECT. II. Présomption	2932
SECT. III. Types de contrats de travail	2934
SECT. IV. Condition d'âge	2937
SECT. V. Dispositions interdites	2937
SECT. VI. Aspects fiscaux	2939
Titre XIII. Force obligatoire du droit du travail	2943
CHAP. I. FORCE OBLIGATOIRE DU DROIT DU TRAVAIL À L'ÉGARD DES PARTIES	2944
SECT. I. Renonciations	2944
SECT. II. Prescription	2958
SECT. III. "Rechtsverwerking"	2993
SECT. IV. Intérêts	2994
SECT. V. Régime fiscal des arriérés	2996
CHAP. II. FORCE OBLIGATOIRE DU DROIT DU TRAVAIL À L'ÉGARD DES AUTORITÉS PUBLIQUES	3000
SECT. I. Documents sociaux	3001
SECT. II. Surveillance du respect du droit social	3015
SECT. III. Poursuite et répression des infractions au droit social	3061

Registre alphabétique

p.

Répertoire législatif	3105
Répertoire de la jurisprudence de la cour de cassation citée	3177
Registre Alphabétique	3205